

La responsabilité civile de l'organisation des nations unies

Université de Kinshasa

Faculté de droit

Département de droit international public
et relations internationales

Travail de fin d'études présenté et défendu en vue d'obtention du grade de Licencié en Droit



La responsabilité civile de l'organisation des nations unies
Effectivité et efficacité des moyens de réparations offerts aux victimes :
Cas des exactions sexuelles commises par les casques bleus en RDC

Par
NKANZA LAMBA Jonathan
Gradué en Droit

Sous la Direction de :
Sam YAKUSU BOKAWENYAMA PhD
Professeur

Année Universitaire
2019-2020

Bibliographie

Les Textes Internationaux

Traités et Conventions

Charte des Nations Unies de San Francisco du 26 juin 1945 ;

Convention de Genève de 1949 du CICR et les deux protocoles additionnels de 1977 ;

Projet d'articles de la CDI sur la responsabilité des Organisations Internationales de 2011 ;

Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies du 13 février 1946 ;

Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale du 17 juillet 1998 ;

Convention européenne de droits de l'homme du 4 novembre 1950 ;

Convention américaine relative aux droits de l'homme du 22 novembre 1969;

Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 ;

Pacte International relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966 ;

Charte Africaine de droit de l'Homme et de Peuple du 27 juin 1981 ;

Statut du Tribunal Administratif de Nations Unies 24 novembre 1949.

Résolutions

Résolution 12/79 du Conseil de Sécurité portant création de la MONUC en date du 30 novembre 1999 ;

Résolution 1925 du Conseil de Sécurité sur la situation concernant la RDC du 28 mai 2010 ;

Résolution 52/247 de l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies de 2013 sur les limitations temporelles et financière de la responsabilité de l'ONU ;

Résolution 40/34 de l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies portant sur la déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir du 29 novembre 1985 ;

Résolution 62/214 de l'Assemblée Générale sur la stratégie globale d'aide et de soutien aux victimes d'actes d'exploitation et d'abus sexuels commis par des membres du personnel des Nations Unies ou de personnel apparenté du 21 décembre 2007.

Rapports et Autres documents officiels

2007. «Rapport d'enquête du Bureau des services de contrôle interne sur les allégations d'exploitation et de violences sexuelles à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, dans la région de l'Ituri (Bunia) ». A/61/841, 5 avril 2007, 17 p.

Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies, Dispositions spéciales visant à permet l'exploitation, et les atteintes sexuelles, 71e session, 2017.

Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies, implmentation of the United Nations Comprehensive strategy on Assistance and support to victims of sexual exploitation and abuse by United Nations staff and related personal , 64e session, 2009.

Rapport Zeid, stratégie globale visant à éliminer l'exploitation et les abus sexuels dans les opérations de maintien de la paix, AG, 59e session, 2005.

Rapport du groupe d'experts indépendants sur la République Centrafricaine, 2016.

Rapport du Secrétaire Général relatif au financement des Opérations de Maintien de la paix, AG, 1996.

Rapport du Secrétaire Général sur les nouvelles mesures énergiques contre les méfaits qui ont Sali la réputation de l'ONU, AG, 2005.

Rapport de l'expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en Haïti 25e session, AG, 2014.

Rapport de la Commission du droit International sur les travaux de sa 63e session 2011.

Rapport du SG, sur les dispositions visant à prévoir l'exploitation et les atteintes sexuelles, AG, 70e session 2016.

Rapport du rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition du 23 aout 2013.

Modèle Accord sur le statut des forces pour les opérations de maintien de la paix, AG, 1990.

Principes fondamentaux et directives concernant le droit à la réparation des victimes de violations du DIDH et DIH, AG, 60e session, 2005.

Circulaire au SG sur le respect du DIH par les forces des Nations Unies, 1999.

Groupe de travail des CEAH/CEPS de l'ONU et des ONG sur la protection contre les actions d'exploitation et les abus sexuels, Avril 2009.

ONU, CEDAW, sur la recommandation générale n°30 sur les femmes dans la prévention des conflits du 18 Octobre 2013.

AG, aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies de 1997.

Mémorandum d'accord type relatif aux contributions conclues entre ONU et l'Etat participant fournissant des ressources aux Opérations de maintien de la paix, 51 e session, 1997.

Lettre adressée au Directeur de la Division de la codification par le conseiller juridique de l'ONU, 3 février 2004.

Commission africaine, observation générale n°4 sur la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

Arrêts et avis consultatifs des juridictions internationales

Affaire de l'usine de CHORZOW, arrêt du 13 septembre 1928, Rec. CPJI, série A, n°17, p.29.

Avis consultatif de la CIJ sur la réparation des dommages subi au service des N.U du 11 avril 1949, Rec.1949, p.174.

Avis consultatif de 1999 sur les différends relatifs à l'immunité de juridiction d'un rapporteur spécial de la commission des droits de l'homme.

Le procureur contre Theoneste Iragosora, Tribunal pénal international pour le Rwanda, 14 décembre 2011.

Avis consultatif de la CIJ sur la licéité de la naissance ou l'emploi des armes nucléaires, 1996.

Affaire relative au mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo c Belgique), [2002] CIJ rec. 3 au para. 61.

Ouvrages

G. BALANDA MIKUIN, le droit des Organisations internationales, théorie générale, Kinshasa, éd. CEDI, 2006, 631 p ;

O. CORTEN, Méthodologie du droit international public, Université de Bruxelles, Bruylant 2009. 292p ;

F. COUVEINHES-MATSUMOTO, L'effectivité en droit international, Bruxelles, Bruylant, 2014, 718p ;

G. DISTEFANO, L'ordre international entre légalité et effectivité, Paris, Pedone, 2002, 590p ;

P. KLEIN, La responsabilité des organisations internationales dans les ordres juridiques internes et en droit des gens, Bruylant, Bruxelles, 1998, 673p.

E. LAGRANGE, Les opérations de maintien de la paix et le chapitre VII de la Charte des Nations unies, Paris, Montchrestien, 1999, 181p.

J. VERHOEVEN, Le droit international public, Bruxelles, Larcier, 2000, 856p.

J.M. SOREL, (Dir.), Les menaces contre la paix et la sécurité internationales : aspects actuels, Paris Sorbonne, IREDIES, 2010, 225p.

P.M. DUPUY, Droit international public, Paris, Dalloz, 9ème éd., 879p.

J. M. HENCKAERTS et L. DOSWALD-BECK, Droit international coutumier, Bruxelles, Bruylant, 2006, 863p ;

G. CORNU., Vocabulaire juridique, Paris, 1987, 1098p ;

R. SAVATIER traité de la responsabilité civile en droit français, Paris, LGDJ., 2016, 580p.

H. ASCENSIO, « Les différends opposant une organisation internationale à des personnes privées », LGDJ, Lextenso Editions, Paris, 2013, 416p.

Les articles et revues

M. MOMPONTET, Responsabilité civile des Nations Unies, mécanismes offerts aux personnes privées victimes d'abus sexuels, in Revue québécoise de droit international, Année 2017 / 30-1 / pp. 41-63 ;

P. BENVENUTI, « le respect du DIH par les N.U : la circulaire du S.G », in Revue générale de DIP, vol.105/2, 2001, pp.359-365 ;

L. CONDORELLI, « le statut des forces de l'ONU et le DIH », in 78 Rivista di diritto internazionale, 1995, pp.881-906 ;

O. BOWCOTT, « Report Reveals Shame of UN peacekeepers », The Guardian, 25 mars 2005;

C. BOFF, « 1992-2016 : Les casque bleus régulièrement accusés de crimes sexuels », du Cambodge à la Centrafrique (20 minute), 1er avril 2016 ;

J. M. SOREL, « la responsabilité des Nations Unies dans les opérations de maintien de la paix » (2001) Forum du droit international, pp 127 -133 ;

M. ODELLO, "Tackling Criminal Acts in peacekeeping Operations: the Accountability of peacekeepers. (2010) 15:2 J Confl et Sec L 347 ;

G. Thomas BODE, « Cholera in Haiti: United Nations Immunity and Accountability » (2016) 47 Geo J Intl, Revue critique de droit international privé pp 759-771;

S. VITE, « Typologie des conflits en droit international humanitaire: concepts juridiques et réalités » (2009) 91 : 873 RICR 69 aux pp. 88-89 ;

A. VERDROSS., Les règles internationales concernant le traitement des étrangers, in RCADI, T.37, 1931-IIp.321 ;

C. DOMINICE, « Observations sur le contentieux des Organisations internationales avec des personnes privées » (1999) 45:1 AFDI, pp. 623-642 ;

M. FORTEAU, « Régime général de responsabilité ou lex specialis? » (2013) 46:1 Rev b dr. Intem, pp.147-153 ;

S. AUTESSERRE, The Trouble with the Congo: Local violence and the Failure of International Peace building, New York, Cambridge University press, 2010;

2003. «Women and War in the Democratic Republic of the Congo». Signs:Journal ofWomen in Culture and Society. vol. 28, no. 4, pp. 1271-1281.

J. VANDERSCHUREN, « De quelques considérations sur les immunités octroyées aux organisations internationales » (2014) 9: 6553 Journal des Tribunaux pp. 100-145 ;

REDRESS, L'exploitation et les abus sexuels lors des opérations de maintien de la paix, Améliorer l'accès des victimes aux réparations, à l'aide et au soutien, in report on UN, septembre 2017.

Travaux académiques

F. FINCK, L'imputabilité dans le droit de la responsabilité internationale : Essai sur la commission d'un fait illicite par un État ou une O.I, thèse pour l'obtention du doctorat en droit de l'Université de Strasbourg, école doctorale Droit, Science politique et Histoire, soutenu le 1er juin 2011, 452p ;

S. LE COURTOIS Exploitation et abus sexuels par du personnel du maintien de la paix: quand les nations unies faillissent à la tâche, mémoire présenté pour la maîtrise en science politique, septembre 2009 ;

A. LUTHI, L'indemnisation de personnes spoliées : Étude en droit international public, Mémoire de licence, Université de Fribourg, rendu le 29 mars 1999, 43p ;

F.L. KABUYA KALOMBO, La responsabilité des organisations internationales pour dommages causés aux populations civiles. Cas de la force intérimaire des Nations Unies au sud Liban, Université protestante au Congo - Licence en droit international 2011 ;

C. BOYOO ITAKA, Les mandats des opérations de maintien de la paix de l'ONU en République Démocratique du Congo face aux réalités locales: utopisme ou réalisme?, Université de Kinshasa – mémoire de Licence 2012

Webographie

www.memoireonline.com/25/12/20/responsabilite-des-organisations-internationales.

www.untreaty.un.org/ilc/texts/instruments/francais/project_d'articles/9_11_2011.

www.unju.org/data/reports/1995/fr95_11p.

www.fr.wikipédia.org/wiki.

www.theguardian.com/world/2005/mar/25/unitednations.

WWW.20minute.fr.

www.un.org.

www.un.org/fr/peacekeeping/issues/index.shtml.

www.msf.fr/files/mantien_de_la_paix.

wikipedia.org/wiki/Missiondel'organisationdesnationsuniesenRDC.

www.lemonde.fr/afrique/article/2021/01/15/une-guineenne-nouvelle-emissaire-de-l-onu-en-rdc//.

monusco.unmissions.org/en/monusco-glance//.

<https://afrique.kongotimes.info/monde/9154-rdc-monusco-continue-violer-femmes-jeunes-filles-toute-impunite-violences-sexuelles-casquebleus-trempe-jusque-cou.html>.

www.un.org/africarenewal/fr/magazine/april-2005/exactions-des-caques-bleus-lonu-est-ferme.

www.un.org/News/dh/infocus/centrafricrepub/Independent-Review-Report-Fr.pdf.

www.lescasquesbleuscitoyens.com.

www.amnesty.org/fr/library/asset/MDE15/042/1996.